

« Appelez-moi Papa Seya » : l'utilisation de l'entretien comme stratégie de production identitaire par des policiers et militaires en République démocratique du Congo

Maritza Felices-Luna, Ph.D.

Université d'Ottawa

Résumé

L'entretien qualitatif est souvent conçu comme un moyen de produire un matériel empirique destiné à être analysé. Il est une stratégie, un outil à travers lequel on atteint une ou plusieurs réalités. Dans le cadre de cet article, le moment et le contenu de l'entretien représentent l'objet d'étude lui-même et non pas le véhicule pour y accéder. À partir d'une recherche empirique visant à comprendre les pratiques de policiers et de militaires ayant travaillé pendant trois périodes politiques différentes (dictature, guerre et transition démocratique) en République démocratique du Congo (RDC), cet article analyse la production identitaire des participants au moment de l'entretien par l'entremise de celui-ci. Il explore la manière dont les interviewés démantèlent l'identité stigmatisée et produisent une identité positive à travers des stratégies de représentation de soi.

Mots clés

ENTRETIEN, IDENTITÉ, STIGMA, POLICIER, MILITAIRE, RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO

Introduction

Les forces de l'ordre en République démocratique du Congo (RDC) sont teintées par la corruption, l'impunité et la violation des droits de la personne (Felices-Luna, 2012a). Durant les 30 années de la dictature de Mobutu, la police et l'armée étaient des instruments de terreur et d'insécurité du régime qui perpétreraient quotidiennement des arrestations arbitraires, des extorsions et des tortures (Kamba, 2008). Durant les deux guerres¹ et la transition démocratique² (toujours en cours), la mauvaise réputation de la police et de l'armée a persisté en raison des pillages, des viols, des extorsions, des travaux

forcés, des arrestations arbitraires, des tortures, des meurtres ainsi que des enlèvements et recrutements forcés d'enfants (Commission européenne – Aide humanitaire et protection civile, 2014). De plus, des acteurs³ sur place continuent à dénoncer la corruption et l'impunité dont l'étendue est perçue comme menaçant le processus de démocratisation, le développement et la bonne gouvernance de la RDC (Felices-Luna, 2010; Kahola, 2006).

Dans un tel contexte, il semblait pertinent de se pencher sur les pratiques des acteurs sociaux⁴ et les éventuelles transformations de celles-ci à travers les diverses périodes qui ont caractérisé l'histoire de la RDC : transition démocratique lors de l'indépendance (1960-1965), dictature sous Mobutu (1965-1992), guerres (1992-2003) et transition démocratique (2003 à aujourd'hui). Le terme *pratiques* désigne les tâches et toute autre activité réalisées par les interviewés dans le cadre de leurs fonctions ou en raison de leur rôle de policier/militaire. Je m'intéressais à ce qui oriente les pratiques (la dimension normative du contexte), la forme qu'elles prennent en raison des ressources qu'ils peuvent mobiliser pour s'en rendre maîtres ou s'accommoder, ainsi que le sens que les acteurs donnent à leurs pratiques (Arborio & Fournier, 2001). Il s'agissait ici de comprendre les contextes sociaux dans lesquels ces pratiques sont inscrites, se reproduisent ou se transforment (Bertaux, 2001). Explorer des pratiques douteuses importe puisque les « valeurs, normes et idéaux de légitimation des pratiques sociales peuvent constituer des obstacles au développement de la démocratie » (Sindjoun, 2007, p. 477).

La prémisse de la recherche était que le mode de gouvernance changeant selon les diverses périodes politiques, cela aurait un impact direct sur la fonction et les pratiques de la police et des forces armées. Afin d'explorer ces questions, j'ai réalisé des entretiens semi-directifs où quatre thèmes étaient traités de manière non directive⁵. Le premier thème portait sur le parcours des interviewés et comment ils avaient rejoint la police/armée. Il s'agissait d'explorer leur cheminement en mettant l'accent sur leurs motivations, le contexte politique au moment de leur entrée ainsi que sur les éléments biographiques qu'ils considéraient comme importants. Ce premier thème me permettait à la fois de mieux situer le discours des interviewés et d'établir un lien, un rapport (même superficiel) avant d'aborder des sujets plus épineux. Le deuxième thème concernait les pratiques officielles et officieuses réalisées dans le cadre de leur travail policier ou militaire. Je voulais comprendre comment ces tâches ou activités étaient accomplies concrètement à travers les divers régimes politiques. Le troisième thème concernait leur compréhension de ces pratiques et le rôle joué par la police/armée dans la société. Je souhaitais savoir si les interviewés contrastaient la mission, la vocation et les objectifs officiels avec leurs pratiques quotidiennes pour produire une réflexion sur la façon dont

ces institutions sont utilisées (et par qui) et à quoi elles servent. Le dernier thème portait autour du rôle qu'ils aimeraient que la police/armée joue dans la société, autrement dit, à quoi ces institutions devraient servir.

Dans le cadre de cette recherche, l'entretien était pensé comme un véhicule pour atteindre quelque chose qui existe chez l'interviewé (un point de vue, une pratique, une expérience, un regard) et qui serait représentatif de sa réalité (Alasuutari, 1995). Toutefois, assez rapidement je me suis aperçue que les propos des interviewés ne me permettraient pas d'atteindre cet objectif et que le travail de terrain annonçait l'échec du projet. Les interviewés ne souhaitaient guère entretenir et réitérer la mauvaise réputation de la police et de l'armée par un discours étalant des pratiques douteuses. Cette constatation fut déroutante et paralysante, mais, avec du recul, j'ai perçu que le problème n'était pas tant le manque d'implication des interviewés que leurs préoccupations à l'égard de mon projet.

En raison de leur appartenance à une institution stigmatisée par des accusations de pratiques généralisées d'abus, de corruption et de violence, les interviewés se savaient discrédités au moment où nous étions présentés. L'entretien était donc une situation sociale où se rencontraient une partie à première vue « normale », qui n'a pas de stigma (Goffman, 1963), et une partie stigmatisée par sa profession. Ne les ayant pas convaincus de mon identité de *wise*⁶, les interviewés devaient se protéger et se distancer d'une identité professionnelle stigmatisée et, par conséquent, stigmatisante à travers l'utilisation de stratégies (principalement discursives) leur permettant de produire une identité positive ou, tout au moins, acceptable. La représentation du soi venait dans ces cas jouer un double rôle de nettoyage et de préparation du terrain pour la production identitaire.

Ayant travaillé auparavant dans une perspective interactionniste, je me suis alors tournée vers Goffman. Selon son approche, toute interaction sociale est conçue comme étant une série de jeux ou de représentations théâtrales mis en œuvre par des acteurs sociaux qui agissent et réagissent en fonction des représentations produites par d'autres acteurs sociaux ainsi qu'en fonction d'un public (présent ou intériorisé) (Goffman, 1959). Dans le cadre de ce jeu, les acteurs sociaux produisent et s'attribuent mutuellement des identités sociales ou personnelles selon le degré de connaissance de l'autre. Ce sont ces identités qui permettent à chaque acteur d'anticiper le jeu des autres et, de ce fait, d'accommoder ses propres représentations aux attentes des autres. Ces identités ne sont pas fixes, mais plutôt flottantes; elles peuvent changer d'une interaction à une autre selon le rôle joué au moment de l'interaction et la manière dont celui-ci est joué, ainsi que les parties en présence. En fait, pour Goffman

(1959), nous avons plusieurs identités mais un seul « soi » qui représente la fusion de ces multiples identités. L'identité n'est donc pas une propriété des individus, mais quelque chose qu'ils génèrent à travers leurs actions et interactions (Garfinkel, 1967).

Le moment de l'entretien peut être compris comme une mise en scène qui permet une production identitaire où les narrations sont des manifestations de négociations sous-jacentes d'identité (Lyman & Scott, 1970). Les échanges entre le chercheur et l'interviewé leur permettent de mettre en relation des éléments biographiques qu'ils dévoilent dans leur situation actuelle afin de produire une vision positive ou, tout au moins, acceptable d'eux-mêmes (Felices-Luna, 2012b). Ainsi, l'entretien représentait l'opportunité de mettre en scène une représentation de soi positive et de produire une identité convenable ou appropriée. Selon Rapley (2001), ce travail identitaire doit être en fait l'élément central dans l'analyse des entretiens. C'est ainsi que les entretiens réalisés n'étaient plus un véhicule pour comprendre le phénomène étudié, mais étaient désormais l'objet d'étude.

Dans les sections suivantes, j'analyse le contexte dans lequel la recherche a eu lieu, en portant une attention particulière au rapport que j'ai pu ou, plus précisément, que je n'ai pas pu établir avec les interviewés, ainsi qu'à ma perception du rapport que les interviewés cherchaient à établir avec moi et le ton qu'ils voulaient donner aux entretiens. J'explique par la suite les stratégies discursives déployées en leur attribuant trois objectifs : épurer l'image de l'institution; justifier les pratiques douteuses par l'identification des problèmes d'ordre social; et l'individuation par la production d'un clivage entre l'interviewé et ses collègues. Finalement, dans la conclusion, je présente brièvement une typologie préliminaire des identités qui émergent à travers les propos des interviewés. L'article est écrit du point de vue d'une des parties en interaction et, par conséquent, l'analyse réalisée se limite à ma lecture des situations, à mes interprétations de leurs gestes et paroles, à mon vécu de ces rencontres et, enfin, au regard que je leur porte *a posteriori*.

Rencontres imparfaites : le « rapport » entre chercheuse péruvienne et policiers-militaires congolais

Cette recherche a débuté en juin 2010 lorsque je me suis rendue pour la quatrième fois à Lubumbashi⁷. Lors de mes séjours précédents, j'avais développé des contacts positifs avec des professeurs, des employés et des étudiants⁸ de l'École de Criminologie de l'Université de Lubumbashi (ECOCRIM⁹). Quelques mois avant mon séjour, j'ai contacté des informateurs clés qui ont accepté volontiers d'identifier des interviewés potentiels¹⁰. Puisque la recherche visait à comprendre les pratiques et points de vue des policiers et

militaires (et leur évolution à travers les divers régimes politiques), les interviewés potentiels devaient avoir fait partie d'une de ces deux institutions et avoir servi au moins sous deux des trois périodes de la RDC depuis son indépendance. Grâce au travail inlassable des informateurs clés, j'ai pu réaliser dix entretiens : six interviewés s'étaient incorporés tout de suite après l'indépendance ou pendant la dictature, trois pendant les guerres et un depuis l'époque coloniale. Au moment de l'entretien, leur nombre d'années de service variait entre 10 et 51. Deux des interviewés avaient fait partie uniquement de la police et les huit autres avaient de l'expérience au sein des deux institutions¹¹.

Trois événements ont encadré le contexte politique dans lequel se sont déroulés les entretiens. Premièrement, je suis arrivée 3 semaines avant la célébration du 50^e anniversaire de l'indépendance et, par conséquent, les interviewés étaient occupés à ces préparatifs. Deuxièmement, deux ou trois jours avant mon arrivée, des rumeurs circulaient sur la possibilité d'une nouvelle tentative sécessionniste par des militaires Katangais¹². Non seulement les policiers et militaires étaient en alerte (ce qui signifiait peu de disponibilité pour des entretiens), mais ils devaient faire attention pour ne pas risquer d'être accusés de faire partie des sécessionnistes. Ainsi, les interviewés potentiels se montraient initialement réticents à participer. Cependant, lorsque les rumeurs se sont dissipées, j'ai pu entamer les entretiens. Le troisième élément contextuel est survenu lorsque, quelques jours après mon arrivée, l'inspecteur général de la police à Lubumbashi a été arrêté et accusé d'avoir torturé et tué un activiste des droits de l'homme. Cet événement a renforcé la stigmatisation des forces de l'ordre et a été abordé par les interviewés.

En raison de mon approche épistémologique, j'avais établi comme critère du succès des entretiens l'authenticité des propos et non pas leur véracité (Demazière & Dubar, 2009). L'entretien implique et nécessite la création d'un lien temporaire entre l'interviewé et l'intervieweur (Bertaux, 2001) qui doit être bon pour être en mesure de produire un discours authentique et sincère (Poupart, 1997). Les rapports que j'ai pu établir avec les interviewés ont été très divers : avec certains, la communication était fluide, nous avions un bon contact et l'ambiance était décontractée; avec d'autres, des difficultés de communication ou de compréhension ont rendu l'ambiance plus tendue et les échanges plus laborieux et hésitants; finalement, deux entretiens ont été véritablement ardues tant sur le plan de la communication que de l'atmosphère.

Les stratégies de représentation de soi et la production identitaire de la chercheuse

Des caractéristiques personnelles, des éléments sociodémographiques¹³ et le statut social sont souvent mobilisés dans le cadre d'un jeu de pouvoir qui vise,

en partie, à contrôler ou influencer la forme du lien ou du rapport lors des interactions (Valentine, 2002). Mes caractéristiques sociodémographiques s'opposaient à celles de mes interviewés¹⁴: je suis une femme, péruvienne, ayant bénéficié d'une éducation supérieure, professeure universitaire au Canada et, par conséquent, appartenant à un niveau socioéconomique privilégié; eux sont des hommes, congolais, plus âgés, policiers ou militaires, et appartenant à un niveau socioprofessionnel et économique moins élevé que le mien. Dans une société patriarcale qui accorde beaucoup d'importance au statut socioéconomique et où l'âge est source de respect, nos caractéristiques respectives permettaient un certain équilibre de nos positions sociales sans que cela signifie une neutralisation des rapports de pouvoir potentiels. En effet, ce jeu de pouvoir vise parfois à établir une relation de supériorité/infériorité qui donne le ton et représente un premier élément de la production identitaire. Malgré mes efforts pour contourner la dynamique supérieure/inférieure, j'ai vécu, à travers mes séjours à Lubumbashi, un grand nombre d'interactions sociales comme étant teintées par cette question¹⁵.

Puisque les rapports de pouvoir sont complexes, dépendamment des éléments que l'on met de l'avant, nous pouvons faire jouer ces caractéristiques pour les renverser ou les accentuer (Lussier & Lavoie, 2012). Ainsi, je me suis servie de mes expériences antérieures à Lubumbashi pour identifier les éléments qui pourraient représenter des entraves potentielles ainsi que des stratégies pour les contourner. Vu qu'il s'agit d'un bastion de mon identité, j'établissais systématiquement qu'en dépit de travailler au Canada, je suis péruvienne. Ceci était particulièrement important au Congo, puisque le fait d'avoir été présentée par les Belges, de travailler en Amérique du Nord et d'avoir la peau claire créait une association « raciale » et « culturelle » avec le Nord qui n'est pas représentative de qui je suis. Mis à part les enjeux identitaires et de présentation du soi, le fait d'être péruvienne me permettait, selon moi, de mettre de l'avant ma familiarité et ma compréhension de certains phénomènes sociaux¹⁶ et pratiques sociales¹⁷. Il ne s'agissait pas de faire une équation entre la société congolaise et la société péruvienne, mais de faire valoir que mes expériences de vie entraînent des perspectives et des attitudes différentes des Européens et Nord-Américains. Je croyais que ceci pouvait permettre un meilleur rapport et un discours plus authentique lors des entretiens.

Malgré les efforts déployés, tout au moins en rapport à l'identité « raciale », pour les Congolais, j'étais « blanche »¹⁸ et, à cause de cela, j'étais mise sous la rubrique « (ex)-colonisateur »¹⁹. Cela devenait apparent dans les situations sociales où on me prenait souvent par une Belge; même des personnes qui me savaient péruvienne utilisaient parfois le « vous » inclusif

lorsqu'ils évoquaient les Belges. De plus, mes tentatives pour mettre de l'avant des similitudes dans nos pratiques sociales étaient contrecarrées par des discours qui produisaient des différences et même des oppositions. Par exemple, le lendemain de mon arrivée, une connaissance est passée me saluer tôt le matin. Il était en costard cravate tandis que j'étais en pyjama et mal coiffée ayant été réveillée par son arrivée. Après les échanges de politesse, il m'a demandé le meilleur moment pour m'appeler et fixer un rendez-vous. Lorsque je lui ai répondu que comme je menais des entretiens, il serait préférable d'appeler avant 10 h ou après 17 h pour être sûr que je puisse lui répondre, il a dit : « OK. Mais VOUS, VOUS me pouvez appeler quand VOUS voulez. NOUS, les Congolais, nous ne sommes pas comme VOUS, les Belges, nous sommes serviables comme ça. Vous pouvez m'appeler quand vous voulez, peu importe l'heure. »

Il était important pour moi d'être authentique sans tomber dans le manque de respect ou dans la critique implicite de valeurs et pratiques sociales locales. L'équilibre était souvent difficile à maintenir. Par exemple, face aux autres facteurs socioéconomiques, ma stratégie était de démontrer que le statut social et le prestige qui lui est associé n'avaient pas de valeur à mes yeux. Ainsi, quand on me demandait ce que je faisais, je répondais que je travaillais à l'université (au lieu d'annoncer mon statut de professeur); lorsque les gens montraient de la déférence pour mon statut de professeur, je signalais que mes connaissances intellectuelles et théoriques n'étaient que la contrepartie de leurs connaissances professionnelles, pratiques et de vie. Ce faisant, quelque chose qui était désirable pour certains d'entre eux (plusieurs étudiants mentionnaient vouloir devenir professeurs en criminologie), je le présentais comme étant banal. Par conséquent, il est possible que ces stratégies aient eu l'effet opposé, car le fait de ne pas mettre de l'avant mon statut était en soi un privilège qui m'est conféré par ce même statut (Bruckert, 2014).

J'espérais qu'en partageant avec eux le fait que le français n'était pas ma langue maternelle, une certaine complicité pourrait se créer par rapport aux défis de s'exprimer dans une autre langue. Toutefois, la communication a été difficile et les échanges se sont avérés compliqués (Lussier & Lavoie, 2012). Les difficultés n'étaient pas des conséquences de nos accents respectifs, de l'utilisation d'expressions inhabituelles pour l'un ou l'autre, ou encore de leur aisance dans la langue. Il s'agissait en partie de ma difficulté à m'habituer à leur cadence qui affectait ma gestion des silences et par conséquent gênait l'établissement d'un bon rapport avec eux. Mais, surtout, il s'agissait de leur difficulté à saisir ce que je cherchais lorsque je tentais d'explorer leurs perspectives par des questions du type : « Comment avez-vous vécu cela? Comment voyez-vous cela? Comment réagissez-vous par rapport à cela?

Qu'est-ce que vous pensez de cela? » Souvent, je devais reformuler mes questions plusieurs fois, car ils affirmaient ne pas comprendre ce que j'attendais d'eux.

En fait, les questions demandant leur introspection paraissaient difficiles pour eux. Cela peut être dû à un manque de compréhension de la question; à des difficultés à produire une réflexion approfondie sur leurs pratiques et leurs expériences; ou, tout simplement, à un manque de volonté à partager leurs réflexions avec moi. Ceci m'obligeait à me demander s'il s'agissait d'un problème de thématique (je leur demandais de parler de leur opinion sur les divers régimes politiques et d'exposer des pratiques douteuses); s'il s'agissait d'une crainte de représailles potentielles; ou encore s'il s'agissait d'un « conditionnement » lié à leur profession. La police et l'armée ne sont pas des professions qui encouragent l'introspection : on obéit, on ne réfléchit pas (surtout aux grades inférieurs). Sur ce dernier point, plusieurs interviewés ont mentionné se faire dire à maintes reprises par leurs supérieurs « gardez votre intelligence dans votre poche ». Ces difficultés peuvent donc être comprises comme un manque de familiarité avec la culture de l'entretien puisque les interviewés ne sont pas habitués au jeu de l'entrevue qualitative (Gubrium & Holstein, 2002), ou encore comme une stratégie pour refuser passivement le processus d'autoexploration demandé.

Qu'il s'agisse d'un facteur ou d'une combinaison de plusieurs d'entre eux, je me suis demandé si l'entretien qualitatif était une technique pertinente pour une telle recherche et même si une telle recherche était possible. Étant donné qu'auparavant j'avais pu établir de très bons rapports et réaliser des entretiens qualitatifs riches avec des femmes ayant pris les armes contre le gouvernement pour des raisons politiques, je ne crois pas que ce soit une question de thématique ou de technique, mais du faible rapport que j'ai réussi à établir avec eux.

Les stratégies de représentation de soi des interviewés

Au fur et à mesure que le travail de terrain avançait, je ressentais un malaise grandissant. D'un côté j'avais l'impression d'avoir un bon contact et la participation volontaire et engagée des participants, tandis que de l'autre je percevais ce que je qualifiais de manque d'honnêteté et d'envie de répondre à mes questions²⁰. Cette ambiguïté constante était émotionnellement et intellectuellement très difficile : je ne savais pas comment résoudre ces problèmes qui annonçaient l'échec certain du terrain de recherche. Mis à part le fait que l'échec du terrain est révélateur de mon échec à produire une identité convenable à leur dévoilement de comportements et pratiques douteuses, le recul m'a permis de réaliser que ce que je percevais comme une hésitation à se

dévoiler pouvait aussi être compris comme une tentative de gestion de l'impression que je pouvais avoir d'eux. Autrement dit, alors que je voyais l'entretien comme une opportunité d'apprendre des choses (d'obtenir des informations), ils le voyaient comme une opportunité de réparer une identité stigmatisée par la réputation de leur institution d'appartenance. Ils s'étaient investis dans cette relation, car l'entretien leur permettait de se constituer en autre chose que des militaires ou policiers violents et corrompus. L'enjeu était précisément que je leur demandais de se dévoiler et de montrer leur côté « laid » tandis qu'ils cherchaient à le cacher et se montrer sous leur meilleur jour. Ironiquement, je percevais cet effort de bien paraître et de produire une représentation positive du soi comme l'obstacle à la réussite de mon terrain quand il s'agissait exactement de ce que je faisais pour gagner leur confiance et réussir le terrain de recherche.

En fait, de la même manière que je mettais de l'avant certains aspects de ma vie et en déconsidérais d'autres afin de produire une certaine représentation de moi, les interviewés ont chacun à leur manière mobilisé des éléments de leur vie pour tenter de donner un ton particulier à nos interactions. Certains ont mis de l'avant une « infériorité » sociale de manière stratégique pour que leurs carences, leurs situations de précarité soient reconnues. Ainsi, un interviewé âgé à qui j'avais oublié de donner son « transport »²¹ est revenu le lendemain en me présentant un interviewé potentiel. Après les échanges de politesse, il a enlevé sa chaussure pour me montrer des problèmes qu'il avait aux pieds et pour lesquels il requérait une attention médicale qu'il n'avait pas les moyens financiers d'affronter. Ce geste, que je caractériserais d'humiliant, visait à me confronter, précisément par le malaise qu'il causait, à sa souffrance et à son humiliation. Autrement dit, en s'humiliant l'interviewé me forçait à reconnaître la situation dégradante qu'il vivait. D'autres utilisaient des stratégies plus subtiles d'abaissement que je vivais comme étant tout aussi gênantes. Je n'ai pas perçu cela comme une intériorisation de cette position d'infériorité, mais plutôt comme un jeu stratégique qui m'obligeait à jouer la contrepartie : la passante bienveillante et redevable.

Dans d'autres cas, les interviewés se sont mis de l'avant en tant qu'intellectuels. Ceux qui avaient une formation universitaire la faisaient valoir. Par exemple, deux interviewés ont mentionné à quelques reprises « comme je l'ai développé dans ma thèse » lorsqu'ils répondaient à mes questions tandis que d'autres indiquaient « comme nous avons vu dans votre cours ». Un interviewé a également mentionné « précisément, j'aimerais étudier... » et m'a sollicitée à la fin de l'entretien pour réaliser une recherche ensemble. D'autres ont utilisé stratégiquement le swahili au cours de l'entretien pour mettre en valeur leur langue natale et, ce faisant, faire valoir des

connaissances que je n'ai pas. Ce type de représentation de soi leur permettait de s'attendre à, ou d'exiger, une relation d'égal à égal entre intellectuels.

Finalement, deux ont plutôt mis de l'avant leur statut social : l'un refuse le « transport » et fait état de ses moyens économiques (entre autres en me montrant sa nouvelle 4X4), l'autre me parle de la réussite professionnelle de ses enfants médecins et avocats. Ce dernier fut particulièrement intéressant, car il s'agissait d'une personne âgée qui pendant une pause et après m'avoir parlé avec fierté du succès de ses enfants m'avait dit « appelez-moi Papa Seya²² ». C'était une invitation chaleureuse et non pas une demande ostentatoire ni formaliste. Puisqu'il venait de faire état du manque de reconnaissance professionnelle et économique qui le forçait à travailler à plus de 70 ans, j'ai interprété cette invitation comme un plaidoyer de reconnaissance de sa vie et de sa valeur sociale. L'exposition de leur statut social permettait à ces interviewés d'espérer une attitude respectueuse, voire déférente, de ma part.

Représentation du soi et lutte contre la stigmatisation : socles de la production identitaire

Précisément en raison de la mauvaise réputation de la police et de l'armée, une des premières étapes était pour eux de gérer le fait d'avoir consciemment choisi de faire partie d'une telle institution. Il est éloquent de constater que la plupart des interviewés utilisent cette opportunité pour se distancier de leur institution d'appartenance. Mis à part Armand et Norbert qui ont indiqué leur attraction et leur intérêt pour l'armée en raison de ce qu'elle représentait pour eux²³, sept autres évoquent leur envie de faire des études ou de travailler dans un domaine connexe à leur formation universitaire, mais optent pour la police ou l'armée en raison d'un besoin économique²⁴. Honoré propose une explication inattendue : il s'est joint à l'armée dans l'espoir de participer à un coup d'État. Ce faisant, il conceptualise l'armée comme un moyen ou un outil possible de changement politique. Célestin présente une conceptualisation similaire lorsqu'il m'explique qu'il souhaitait que ses officiers tentent un coup d'État contre Mobutu pour pouvoir changer le régime.

Lorsque l'AFDL²⁵ accède au pouvoir en 1997, le régime de Laurent-Désiré Kabila crée une nouvelle police et une nouvelle armée. Les interviewés doivent présenter à nouveau leur candidature afin de se joindre à ces nouvelles institutions et, par ce fait même, ils doivent justifier leur choix de se réintégrer et de continuer à y travailler. Malgré quelques commentaires sur la vocation qu'ils ont développée à travers l'exercice de leurs fonctions et leur volonté de servir le pays ou la population, les principales raisons évoquées sont le besoin économique, le manque d'emploi ailleurs, leur incapacité à faire autre chose après tant d'années dans ces institutions et le refus de ces institutions de

les libérer²⁶. Vers la fin de l'entretien avec Raoul et à la suite d'une longue énumération de problèmes, de critiques et de souffrances, je lui demande pourquoi il travaille toujours dans son institution. Sa réponse est éloquente :

Il faut quand même supporter. C'est la carrière que j'ai choisi de faire, il faut supporter. [Et vous aimez toujours votre carrière?] Qu'est-ce que je peux faire? Je ne peux pas abandonner ça pour faire quoi? Charpentier ou bien maçon? (rires) C'est ça. Il faut que je continue c'est ça. (...) Aujourd'hui je suis déçu mais qu'est-ce que je dois faire? Où je peux aller?²⁷

Les interviewés utilisent de manière concomitante trois autres stratégies discursives afin de lutter contre leur stigmatisation : reformer l'image de l'institution, justifier les comportements potentiellement répréhensibles et se différencier de leurs confrères à travers la présentation d'éléments dissonants²⁸.

Reformer l'image de la police et de l'armée

Les interviewés tentent de reformer l'image de la police et de l'armée à travers dits et non-dits, mais également en choisissant très soigneusement les mots pour nommer et décrire des situations et des événements douteux. Certains interviewés minimisent l'existence des nombreux abus répertoriés et la mauvaise réputation de ces institutions ou les attribuent à certaines périodes du régime de Mobutu. Le déni d'abus va au point tel que Dieudonné affirme que ces institutions entretiennent de bonnes relations avec la population et que ceux qui se plaignent sont les criminels. Toutefois, d'autres interviewés admettent avec regret qu'ils doivent faire face tous les jours à cette mauvaise réputation. Ildephonse paraît navré lorsqu'il dit :

La population nous voit... je ne sais pas, je ne sais pas... si nous faisons notre travail, on fait une injonction, il y a une voiture vous les contrôlez, vous entendez les passagers qui commencent : « Vous nous dérangez trop, voleurs! Laissez-nous partir! Nous sommes pressés! Vous nous dérangez! Voleurs! » C'est comme ça. C'est dur, c'est dur.

Malgré plusieurs tentatives d'explorer la question du niveau et de l'étendue de la violence employée par la police et l'armée, les interviewés se sont montrés particulièrement réticents à traiter du sujet. Il ne s'agissait pas d'une hésitation à parler de la violence en général, puisqu'ils évoquent volontiers celle commise par les autres. Par exemple, Norbert décrit des abus commis par des forces de l'ordre avant son entrée en fonction.

Des gens du quartier les reconnaissent et les appellent par leur nom et disent : « Non, celui-là avait pigé dans cette maison, celui-

là avait enlevé le papa, avait violé la maman. » (...) Sous Mobutu on pouvait organiser un bouclage dans un quartier et pendant le bouclage on ne savait pas ce qui arrivait, la fille était violée, les gens étaient inquiétés, enlevés. (...) Dans cette période-là, c'était l'armée qui causait des torts à la population.

Lorsque je demande à Donatien de me parler davantage de la violence qu'il a évoquée pour justifier la prise de pouvoir par Mobutu, il décrit des abus commis par la population :

Ils commettaient des atrocités graves, ils dépeçaient les gens, les tuaient... c'était pas gai. Non, c'était pas gai, c'était difficile surtout si vous étiez des agents de l'ordre. On les prenait pour des sauvages. (...) Ça faisait peur. Quand vous appreniez que vous devez y aller, ce n'est pas de bon cœur que vous y partez (rires). On ne sait pas le sort qui vous attend parce qu'il suffit qu'on vous prenne... on vous moleste. On peut vous lier à un véhicule, on le démarre... croyez-moi... on vous tue. Nous, soldats, on préfère se faire tuer par balle d'accord, mais pas avec des atrocités.

À plusieurs reprises les interviewés ont dénoncé des cas de justice populaire incitée par des politiciens sous l'actuel régime. Ils évoquent notamment le cas d'un groupe de policiers qui ayant été pris pour des voleurs ont été lynchés et brûlés vifs. Finalement, les interviewés décrivent aussi la violence commise par les milices ou des Rwandais. À cet égard, Boaz décrit un cas en particulier :

Gédéon avait formé ses milices, il dérangeait la population au niveau des villages et tout ça, arrachait les biens d'autrui. (...) Sa mission était de tracasser les gens, de les tuer comme ça. Là vous allez me pardonner que je parle comme ça, mais il coupait le sexe et il commence à porter ça comme un collier, tout ça, tout ça. Ce n'est pas du tout bon ça. Il dit : « Je vais libérer la population », mais si tu tues la population, tu vas libérer qui? (Boaz)

Ce n'est pas que les interviewés nient l'existence d'actes de violence perpétrés par la police et l'armée, mais en choisissant de ne pas en parler et d'approfondir plutôt sur la violence des autres, ils semblent suggérer que celle-ci est générée par la population, par les milices ou par l'ancien régime et non pas par les institutions actuelles. Plus encore, en se présentant comme les victimes réelles ou potentielles de cette violence, ils se transmutent d'entités dangereuses à entités en danger. La police et l'armée ne seraient pas tant des institutions dangereuses pour la population que des institutions dangereuses pour leurs membres.

Lorsque j'ai réussi à faire parler les interviewés sur des pratiques qui pourraient être qualifiées de répréhensibles, ils recouraient à des euphémismes tels que « tracasseries », « bévues », « évènements malheureux », « désapprovisionnement²⁹ ». Le fait que les termes sont identiques à travers les entretiens indique qu'ils n'ont pas été mobilisés au moment de celui-ci pour mieux paraître, mais qu'il s'agit d'une stratégie discursive quotidienne et collective. Le non-dit et l'utilisation de ces euphémismes permettent aux interviewés de minimiser l'étendue et la gravité de pratiques douteuses pour ainsi épurer l'image de leur institution et permettre la coexistence de ces pratiques avec une représentation de soi positive.

Toutefois, pour transformer l'image de la police et de l'armée, il ne suffit pas de s'attaquer à sa mauvaise réputation, il faut bâtir une image alternative. À ces fins, les interviewés affirment à maintes reprises qu'« on ne s'improvise pas policier », on doit apprendre à être policier ou militaire. Il est nécessaire d'avoir une connaissance des lois et procédures, mais également des techniques pour rétablir et maintenir l'ordre ainsi que pour mener des enquêtes. Il faut également du savoir-faire et du savoir-vivre en plus de présenter une série de qualités personnelles telles qu'être discipliné et avoir de bonnes mœurs. Ce discours autour de leurs connaissances et compétences permet de hisser l'institution de sa réputation de « bande de brigands » à celle de corps professionnel et, ce faisant, de revaloriser ses membres stigmatisés. Cette professionnalisation de la police et de l'armée va de pair avec le besoin de mettre l'accent sur l'utilité et la valeur sociale de ces institutions. Ainsi, les interviewés réitéraient inlassablement que le rôle de ces institutions, quelle que soit la période, est : la protection du territoire, la protection de la population et de leurs biens, ainsi que le maintien et, au besoin, le rétablissement de l'ordre.

Il était ironique, à mes yeux, qu'après avoir décrit les tracasseries, l'abus et les stratégies mises en place pour « désapprovisionner » la population, les interviewés affirment sans gêne que leur rôle était de protéger la population et leurs biens. Malgré des efforts pour les engager dans une réflexion sur le « véritable » rôle joué par ces institutions, ou tout au moins sur les contradictions apparentes entre le rôle présumé et les pratiques concrètes, les interviewés restaient immuables sur ce point. Seuls Ildephonse et Gabin ont avoué, après beaucoup d'exploration de ma part, que leur rôle était aussi la protection du pouvoir, mais ils n'ont pas voulu ou n'ont pas été en mesure de préciser leur pensée. Par contre, tous les interviewés s'étaient sur les difficultés rencontrées lors de la réalisation de leur travail (manque de ressources, manque de moyens, manque de formation, etc.). Le message était sans équivoque : les institutions sont bonnes et nécessaires pour la société, le problème n'est pas dans leur nature mais dans leur fonctionnement actuel. Si

l'on règle ces problèmes et l'on restaure ces institutions, la police et l'armée pourront, selon eux, devenir le socle de la société et ils pourront enfin voir reconnu le rôle qu'ils jouent au sein de celle-ci.

Appel à la transformation des institutions, justification en douce de pratiques douteuses

La déstigmatisation de ces institutions passe par leur transformation. Les interviewés considèrent que la corruption et l'impunité ne changeront pas tant qu'on ne leur offrira pas les moyens nécessaires de faire leur travail (transport, équipement, matériel, uniformes, etc.) ainsi que des conditions de travail et un salaire adéquats. Également indispensable est le respect de la nature apolitique de la police et de l'armée. Ils estiment essentiel de cesser de se servir de ces institutions comme outil politique et déplorent qu'une telle utilisation ait eu lieu par tous les régimes. Donatien décrit ce phénomène sous la colonie :

Sous la colonie maintenir l'ordre c'était faire en sorte que la population colonisée ne se révolte pas. Pour ce faire il y avait des mots d'ordre de l'autorité coloniale. (...) Les Congolais savaient que la force publique était là pour les Blancs, pour défendre les Blancs et leurs intérêts de commerce.

Gabin décrit pour sa part l'utilisation politique des forces de l'ordre par Mobutu de la façon suivante :

Ceux qui n'étaient pas pour le pouvoir, on les fouettait. Il fallait que tout le monde soit en ordre. Ça va de soi, tout le monde ne pense qu'à régner (rires). Oui, on ne peut pas faire autrement ou alors si vous le faites pas dans votre secteur, on croit que vous êtes pour ceux qui sont contre... vous risquez. Vous voyez? (...) Il n'y avait pas de place pour la dissidence. Il fallait taire ça par tous les moyens. Beaucoup perdaient la vie (ça entre nous, madame), beaucoup de gens perdaient la vie comme ça sans jugement. (...) Toutes les institutions avaient comme mot d'ordre de protéger le pouvoir, protéger le chef. (...) La garde civile c'était vraiment le contraire, les ennemis des civils.

Finalement, Célestin dénonce que ce soit toujours le cas sous Joseph Kabila :

Les choses sont devenues encore plus politisées. (...) Parfois on vous demande d'avoir des comportements parce que l'année prochaine c'est l'année des élections. Est-ce que c'est notre affaire? Lorsqu'on nous dit que : « Non, il faut pas brutaliser les gens parce que l'année prochaine il y aura des élections ». Bon,

évidemment il ne faut pas brutaliser la population, mais ce n'est pas parce qu'il va y avoir des élections et que un tel doit être élu! Donc ce n'est pas pour l'intérêt de la population, mais pour des intérêts politiques.

La dépolitisation des institutions implique la dépolitisation de l'attribution des postes hiérarchiques. Les interviewés décrivent les changements massifs d'officiers qui ont eu lieu à chaque changement de régime (et parfois à l'intérieur d'un même régime) ainsi que le « parachutage » de nouveaux supérieurs en raison d'affinités tribales, d'appartenance au même parti politique ou encore de négociations politiques lors de la signature de l'accord de paix. Puisqu'on ne s'improvise pas policier, le manque de formation est inquiétant, particulièrement chez les officiers. Les interviewés évoquent que souvent l'arrogance se combine à l'incompétence et les supérieurs refusent de tenir compte de l'expérience de leurs subalternes, mettant ainsi leur vie en danger. Les interviewés soulignent donc le besoin d'assigner les grades en raison de la compétence, de la formation et de l'expérience pour ainsi éviter des dérapages. Honoré se sert du cas de l'inspecteur général pour faire état de ces préoccupations :

Bon vous savez, l'inspecteur général vient d'être suspendu. Il y a un activiste des droits de l'homme qui a été assassiné et l'inspecteur général de la police est le suspect numéro 1. (...) D'abord son histoire, c'est quelqu'un qui avait été dans une milice qui chassait les Kasaiens. Il est passé à l'armée et après il est passé à la police. Il vient de faire pratiquement deux ans à la tête de la police et il n'a jamais eu une réunion de conseil avec les policiers. Je n'ai jamais vu un document arriver de lui, signé par lui, qui transmette des instructions, des affectations. Il n'y en a pas. Vous sentez que bon il est dans d'autres choses. (...) Ça fait perdre l'esprit de corps.

Finalement, si la police et l'armée veulent être de véritables entités professionnelles, la formation ne suffit pas. Selon Armand, « on ne peut pas prendre un voleur et en faire un policier ». Il faut établir des critères de sélection. Dieudonné regrette :

On prend n'importe qui! Ils ont pris des voleurs, des tueurs, des illettrés, des orphelins, des ex-faz³⁰, des ex-mayi-mayi³¹, des handicapés. C'est du méli-mélo! Les gens dans la rue nous disent : « Qu'est-ce que vous avez fait? Vous avez pris même celui-là? (rires) Il a pris la femme d'un tel, il a fait ceci, cela. » (rires) C'est

pas beau. Ils nous mettent tous dans le même sac. On nous voit passer, on nous pointe du doigt. On ne nous respecte pas.

Les interviewés soulignent qu'ils n'ont pas le pouvoir d'effectuer ces changements. Ce faisant, ils peuvent se déresponsabiliser : le problème est social ou structurel et ils en souffrent autant que la population.

Se différencier de leurs confrères

Les interviewés utilisent la présentation d'éléments dissonants qu'ils possèdent pour se démarquer de l'image stigmatisée que l'on se fait des policiers et militaires. Ainsi, face à l'image de l'illettré, certains insistent sur leurs diplômes scolaires ou universitaires. Face à l'incompétence, d'autres expliquent que leur recrutement s'est fait durant la période où il y avait un processus de sélection suivi d'une instruction professionnelle solide assurée par des étrangers ou encore des Congolais bien formés. Face à l'image du corrompu, ils utilisent leur précarité, le manque d'avancement dans leur carrière et leurs assignations dans des postes « garages³² » comme preuve qu'ils ne sont pas corrompus (ou ils font juste le nécessaire pour assurer leur survie). Face à l'image du vandale violent et cruel, ils nient le recours à la violence et à la torture et décrivent leurs interventions pour empêcher de telles pratiques auprès de leurs collègues ou subalternes. Finalement, face à l'image du policier/militaire politisé, la plupart des interviewés se présentent comme des êtres apolitiques soucieux simplement de la qualité de vie que le régime leur offre. Sur ce point, Boaz affirme : « Nous sommes apolitiques et nous voulons que cela aille pour le mieux, que ce soit la démocratie ou la dictature, qu'il y ait la paix. » Toutefois, Célestin, Honoré et Gabin non seulement font part de leurs opinions politiques, mais affirment être intéressés à faire de la politique. Il ne s'agit pas d'utiliser leurs institutions à des fins politiques, au contraire, ils aimeraient abandonner leur profession et s'investir dans la politique. Puisqu'ils sont conscients de l'impossibilité d'accéder à des postes de pouvoir, ils restent policiers.

La stigmatisation des policiers et des militaires est possible en raison de l'homogénéisation dont ils font l'objet. Pour lutter contre cela, ils produisent discursivement le « bon » policier/militaire qui s'oppose aux voleurs, aux ex-combattants et parachutés violents et corrompus qui n'ont pas de formation, s'improvisent et voient l'institution comme une entreprise pour leur bénéfice économique individuel. Ce « bon » policier/militaire est donc un professionnel bien formé, discipliné, apolitique, qui a une éthique du travail³³, n'est pas valorisé par son institution et rencontre des problèmes avec ses supérieurs.

Puisque les interviewés se présentent comme étant des professionnels dont le rôle est la protection de l'État, il semble incongru qu'ils n'aient pas

lutté contre l'AFDL lors de la première guerre. Ainsi, pour être cohérents dans leur représentation du soi, ils se justifient à partir précisément de leur rôle : ils sont au service de la population et non pas du régime, et celle-ci leur demandait de ne pas combattre; ils protègent l'État, non pas un régime, et compte tenu des actions de Mobutu, la RDC nécessitait un changement de régime; ils sont disciplinés et ont par conséquent suivi les commandements de leurs supérieurs qui leur ordonnaient de ne pas combattre; c'était une question de survie puisqu'ils n'avaient aucun moyen de lutter contre l'AFDL. Lorsque je presse Boaz à savoir pourquoi il n'a pas combattu l'AFDL il répond :

Quand vous arrivez et vous voyez les munitions que vous avez, vous savez que vous pouvez tenir 30-40 minutes et qu'il n'y a pas de ravitaillement : c'est du suicide. (...) Les civils venaient pour nous dire : « Non, ne les combattez pas, ceux qui viennent là ce sont vos frères, ça ne sert à rien. » Et nous avons appris ce qui s'est passé ailleurs : que ceux qui ont combattu ont été massacrés par la population.

Célestin affirme par contre avoir voulu combattre durant la première guerre précisément en raison du rôle de l'armée puisqu'il considérait l'AFDL comme une armée d'invasion menée par des Rwandais qui se servaient de Kabila afin d'obtenir la collaboration de la population. À l'exception de ce dernier qui voit donc la deuxième guerre comme une dispute entre des membres du même groupe, les interviewés expriment l'attitude inverse et se disent prêts à défendre le pays contre des envahisseurs.

En plus de se présenter comme professionnels, les interviewés visent à se distancier de l'identité stigmatisée en s'attribuant un rôle d'éducateur auprès des autres policiers et militaires. Ainsi, ils expliquent à leurs confrères que quelles que soient les raisons pour utiliser les châtiments physiques (corriger les mauvais comportements, particulièrement des enfants, ou rendre « service » à des politiciens ou supérieurs) et la torture (obtenir des aveux et montrer leur rendement dans la résolution de cas; soutirer de l'argent aux victimes ou leurs familles; se défouler lorsqu'ils n'obtiennent pas d'argent), ce sont des stratégies contreproductives et immorales. Cette attribution d'un rôle éducatif est encore plus importante quand il s'agit de la population. À cet égard, Norbert dit :

Le manque de formation c'est une chute. Supposons que la population sont des aveugles par exemple et que vous prenez un aveugle pour aller diriger les aveugles. Vous voyez ce que cela peut donner? Il faut qu'un policier soit plus intelligent que la population pour pouvoir savoir comment les diriger.

Selon les interviewés, il faut instruire la population sur la manière de se comporter, lui expliquer les lois ainsi que lui faire comprendre ce que sont véritablement la démocratie et les droits de l'homme. Armand est un des interviewés avec qui j'ai eu des rapports difficiles. J'avais été entre autres dérangée par son attitude et ses propos sur la nécessité de civiliser la population. J'en ai donc profité lorsque la situation s'est présentée pour le « piéger » en lui demandant de me définir ce qu'est la démocratie :

Je crois que la population a une mauvaise compréhension de la démocratie. [Intervieweuse : C'est quoi la démocratie selon vous?] La démocratie... (silence) c'est respecter la loi, respecter la constitution. Ce que dit le texte, vous respectez [Intervieweuse : et c'est quoi la différence avec la dictature?] (rires) Ah non, je ne sais pas comment expliquer ça. (silence) Un dictateur c'est quelqu'un qui veut matraquer les autres. La dictature c'est mauvais. La démocratie c'est mieux. C'est malheureux que la population ne comprenne pas bien ce qu'est la démocratie. Il faut améliorer la compréhension de la population. Il faut les éduquer, les civiliser. (...) Ils croient qu'ils peuvent faire ce qu'ils veulent. Pour ça on voit toujours des incendies sur la route, détruire la chaussée.

Cet extrait permet de démontrer la mission éducative qu'ils s'attribuent, mais aussi les limites des dits éducateurs.

Conclusion : les identités produites et le « soi » qu'elles dissimulent

Dans cette recherche, l'entretien qualitatif représentait une situation où je demandais aux interviewés de réaliser un travail d'introspection dans un contexte où quelqu'un avait souffert des actions de quelqu'un d'autre. En fait, je demandais aux interviewés de parler de leurs pratiques sociales dans le cadre de leurs fonctions de policiers ou militaires au sein d'institutions connues pour des violations des droits de la personne. Ainsi, à travers l'entretien, les interviewés devaient soit accepter leur responsabilité pour la souffrance de la population, soit assigner cette responsabilité aux « vrais » fautifs.

Les interviewés, tout au moins discursivement, ont choisi la deuxième option et minimisent, s'ils ne nient pas, leur part dans la souffrance des autres. Ils mettent en place des stratégies discursives de représentation du soi qui leur permet de démanteler l'identité stigmatisée de policier/militaire violent, ignorant et corrompu et de poser les bases pour la production d'une identité normative³⁴ alternative. Cette représentation du soi nécessite une navigation périlleuse entre ce que l'on ne dit pas, ce que l'on dit et comment on le dit pour se distancier de l'institution et se différencier de ses membres tout en justifiant

de continuer à y appartenir. L'équilibre est très précaire et les interviewés ne sont ni convaincus ni convaincants lors des entretiens, car ils gardent du domaine privé l'introspection et l'autoexploration effectuée. Ce qui est du domaine public est l'identité qu'ils produisent en combinant les caractéristiques individuelles qu'ils s'attribuent, leurs motivations et leurs lignes biographiques de manière à s'individualiser à travers l'entretien. Le « je » est en fait prééminent dans les entretiens et s'oppose continuellement à un « ils » (population, collègues, supérieurs ou gouvernants); on ne discerne que très rarement un « nous ».

L'identité produite par chaque interviewé est celle du professionnel qui travaille au sein d'une institution nécessaire au bien-être de la société (protection de la population et de leurs biens, rétablissement et maintien de l'ordre) et à la continuité de l'État (protection du territoire), mais problématique en raison de son mauvais fonctionnement. Cette identité représente un tronc commun à partir duquel émergent des modalités identitaires différentes : l'éducateur conseiller de la population (Armand et Boaz), le protecteur au service d'une population ingrate (Donatien, Dieudonné et Raoul), l'intellectuel ignoré et malmené (Ildephonse et Norbert) et, finalement, le politicien dépourvu de ressources (Gabin, Honoré et Célestin). Ces identités en apparence positives et peut-être même louables sont ternies par un sentiment d'échec et d'impasse qui permet de comprendre le refus tacite des interviewés à se dévoiler davantage.

« Appelez-moi Papa Seya » résume bien le fond et le ton des interactions entre les interviewés et l'intervieweuse. Il représente une demande d'individuation, de compréhension, d'empathie (à défaut de sympathie); c'est une quête de reconnaissance dans un univers social qui les méprise; c'est, finalement, une revendication de leur valeur humaine intrinsèque en raison de ou en dépit du soi qui émerge par l'entremise de l'entretien.

Notes

¹ La première guerre dite de libération par Laurent-Désiré Kabila avec l'appui du Rwanda a eu lieu de 1992 à 1997 et la deuxième guerre dite d'agression par le Rwanda a eu lieu de 1998 à 2003.

² Malgré l'accord de paix signé en 2003, le conflit armé continue à travers le pays, particulièrement dans les provinces de l'Est.

³ On parle ici d'organismes des droits de l'homme, d'organisations d'aide internationale, de divers travailleurs dans le secteur de la justice, de journalistes, etc.

⁴ Les individus sont conçus en tant que porteurs d'un sens mobilisateur ayant un dessein qui leur est propre (Van Campenhout, 2001). Ainsi, « l'acteur social ne joue pas "docilement" le rôle qu'on lui attribue, sinon il utilise toute sa marge de manoeuvre pour orienter, susciter, provoquer des changements, toujours en fonction de ses choix, de ses valeurs et de son propre mieux-être » (Gingras, 1993, p. 162).

⁵ Je formulais chacun des quatre thèmes sous forme de question et me contentais d'explorer ce qui était mentionné par l'interviewé.

⁶ Quelqu'un qui, en raison des connaissances personnelles ou de sa profession, comprend et est sympathique à leur situation de stigmatisés. Confronté au *wise*, l'individu stigmatisé ne ressent pas de honte ni le besoin de bien paraître (Goffman, 1963).

⁷ Capitale de la province du Katanga au sud de la RDC et terre natale du président de la République Joseph Kabila.

⁸ On y retrouve des policiers et des militaires.

⁹ École créée en partenariat avec l'Université Catholique de Louvain-la-Neuve (Belgique).

¹⁰ L'échantillonnage par boule de neige permet d'établir un lien de crédibilité avec les interviewés potentiels.

¹¹ Soit les interviewés avaient demandé leur transfert, soit les transformations au sein de la police (police territoriale, police nationale, gendarmerie, police nationale) les ont fait appartenir aux deux institutions au cours de leur carrière.

¹² Il y a eu plusieurs tentatives sécessionnistes depuis l'indépendance, particulièrement dans les années 1990.

¹³ La question du genre n'est pas apparue comme un enjeu sauf lorsqu'un interviewé s'est excusé de donner comme exemple quelqu'un qui coupait le sexe des hommes et en faisait un collier.

¹⁴ Les caractéristiques de l'interviewer et de l'interviewé ont un impact sur l'entrevue, mais il est difficile de connaître leur effet (Smith, 2005). Toutefois, l'échange et le dialogue sont facilités par le partage de caractéristiques semblables (Blanchet, 1987).

¹⁵ La RDC se caractérise par des rapports sociaux hiérarchiques très marqués.

¹⁶ Tels que la corruption, la violence politique, les régimes dictatoriaux, la militarisation de la politique et les transitions démocratiques.

¹⁷ Telles que le manque de ponctualité, les rapports ambigus aux ex-colonisateurs, certaines manifestations de la société patriarcale, l'importance accordée au statut socioéconomique et aux relations familiales.

¹⁸ Dans la rue on me criait *mzunga* (blanche).

¹⁹ Un des informateurs clés m'a indiqué que pour les Congolais, le Blanc est encore vu comme le colonisateur.

²⁰ Cette réticence à parler de leurs pratiques douteuses ne semble pas liée à une certaine crainte de punition potentielle, car ils ont par ailleurs exprimé des opinions, des vœux et des appréciations politiques pouvant susciter de sérieuses représailles sur les plans personnel et professionnel.

²¹ Désigne une aide économique qui n'est pas de la charité ni de la corruption.

²² Papa ou Mama est une forme de respect et reconnaissance de la sagesse de l'aîné et de sa supériorité sociale, peu importe leur niveau socioéconomique. Tous les noms sont des pseudonymes.

²³ Il s'agit d'une identité professionnelle : le travail représente ce que l'on est (Moskos, 1988).

²⁴ Il s'agit d'une identité occupationnelle : le travail représente simplement une réponse à leurs besoins économiques (Janowitz, 1977).

²⁵ Alliance des forces démocratiques pour la libération du Congo. C'est l'armée de Laurent-Désiré Kabila.

²⁶ Il faut une autorisation de la police ou de l'armée pour démissionner.

²⁷ Aucune caractéristique individuelle n'est indiquée pour éviter toute possibilité d'identification des interviewés qui ont exprimé des opinions politiques ainsi que de dures critiques contre leurs collègues et supérieurs hiérarchiques. Les informateurs clés et d'autres personnes ayant été dans les locaux de l'ECOCRIM pendant mon séjour seraient facilement en mesure d'identifier les interviewés si leur âge, leur ancienneté, leur grade ou leur corps d'appartenance était mentionné.

²⁸ Utilisation de caractéristiques qui vont à l'encontre de ce que l'on s'attend de quelqu'un ternis par un stigma pour se distancier de celui-ci (Goffman, 1963).

²⁹ L'appropriation des biens des civils.

³⁰ Forces Armées Zaïroises.

³¹ Des milices.

³² Postes qui n'offrent pas de possibilités d'extorquer de l'argent ou des biens où sont assignés les policiers qui ne « jouent pas le jeu ».

³³ Il respecte les droits de la personne et ne recourt à la corruption que pour avoir les moyens d'effectuer son travail (assurer son transport, avoir les fournitures nécessaires, etc.) et garantir sa survie.

³⁴ Identités se situant dans le cadre d'attentes sociales ou, au contraire, visant à réifier les codes de conduite et les caractéristiques acceptées pour sa catégorie d'appartenance (Katovich, 1986).

Références

- Alasuutari, P. (1995). The factist perspective. Dans P. Alasuutari (Éd.), *Qualitative method and cultural studies* (pp. 47-62). London : Sage.
- Arborio, A. M., & Fournier, P. (2001). *L'enquête et ses méthodes : l'observation directe*. Paris : Nathan.
- Bertaux, D. (2001). *Les récits de vie*. Luçon : Nathan Université.
- Blanchet, A. (1987). Interviewer. Dans A. Blanchet, R. Ghiglione, J. Massonnat, & A. Trognon (Éds), *Les techniques d'enquête en sciences sociales. Observer, interviewer, questionner* (pp. 81-126). Paris : Bordas.

- Bruckert, C. (2014). Activist academic whore : negotiating the fractured otherness abyss. Dans J. M. Kilty, M. Felices-Luna, & S. Fabian (Éds), *Demarginalizing voices : commitment, emotion, and action in qualitative research* (pp. 306-325). Vancouver : UBC Press.
- Commission européenne – Aide humanitaire et protection civile. (2014). *République démocratique du Congo Fiche-Info*. Bruxelles : ECHO. Repéré à http://ec.europa.eu/echo/files/aid/countries/factsheets/drc_fr.pdf
- Demazière, D., & Dubar, C. (2009). *Analyser les entretiens biographiques. L'exemple de récits d'insertion*. Québec : Presses de l'Université Laval.
- Felices-Luna, M. (2010) La justice en République Démocratique du Congo : transformation ou continuité? *Champ Pénal*, 7. Repéré à <http://champpenal.revues.org/7827#text>
- Felices-Luna, M. (2012a) Justice in the Democratic Republic of Congo : practicing corruption, practicing resistance? *Critical Criminology*, 20(2), 197-209.
- Felices-Luna, M. (2012b) Stigmatisation : transformation ou continuité des rapports sociaux. Dans G. Pruvost, & C. Cardi (Éds), *Penser la violence des femmes* (pp.155-168). Paris : La Découverte.
- Garfinkel, H. (1967). *Studies in ethnomethodology*. Englewood Cliffs, NJ : Prentice Hall.
- Gingras, P. (1993). Quelques pistes pour le renouvellement des pratiques sociales. *Nouvelles pratiques sociales*, 6(2), 161-168.
- Goffman, E. (1959). *Presentation of everyday life*. New York, NY : Doubleday.
- Goffman, E. (1963). *Stigma : notes on the management of spoiled identity*. New York, NY : Simon & Schuster.
- Gubrium, J. F., & Holstein, J. A. (2002). From the individual interview to the interview society. Dans J. F. Gubrium, & J. A. Holstein (Éds), *Handbook of interview research* (pp. 3-32). Thousand Oaks, CA : Sage.
- Janowitz, M. (1977). *The professional soldier : a social political portrait*. Glencoe : The Free Press.
- Kahola, O. (2006). Une semaine d'enquêtes ethnographiques dans les commissariats de Lubumbashi. Dans T. Trefon, & P. Petit (Éds), *Expériences de recherche en République démocratique du Congo : méthodes et contextes* (pp. 25-32). Bruxelles : ULB.
- Kamba, P. (2008). *Violence politique au Congo-Kinshasa*. Paris : L'Harmattan.

- Katovich, M. A. (1986). Temporal stages of situated activity and identity activation. Dans C. J. Couch, S. L. Saxton, & M. A. Katovich (Éds), *Studies in Symbolic Interaction* (pp. 329-352). Greenwich : JAI Press.
- Lussier, K., & Lavoie, C. (2012). Entre la calebasse et le panier : la conduite d'entretiens semi-dirigés en contextes africains. *Recherches qualitatives*, 30(1), 62-88.
- Lyman, S., & Scott, M. (1970). *A sociology of the absurd*. New York, NY : Appleton.
- Moskos, C. (1988). *The military : more than just a job?* Washington, DC : Pergamon-Brassey.
- Poupart, J. (1997). L'entretien de type qualitatif. Dans J. Poupart, J. P. Deslauriers, L. H. Groulx, A. Laperrière, R. Mayer, & A. P. Pires (Éds), *La recherche qualitative : enjeux épistémologiques et méthodologiques* (pp. 173-209). Montréal : Gaëtan Morin.
- Rapley, T. J. (2001). The art(fulness) of open-ended interviewing : some considerations on analysing interviews. *Qualitative Research*, 1(3), 303-223.
- Sindjoun, L. (2007). Les pratiques sociales dans les régimes politiques africains en voie de démocratisation : hypothèses théoriques et empiriques sur la paraconstitution. *Revue canadienne de sciences politiques*, 40(2), 465-485.
- Smith, K. (2005). Problematising power relations in "elite" interviews. *Geoforum*, 37, 643-653.
- Valentine, G. (2002). People like us : negotiating sameness and difference in the research process. Dans P. Moss (Éd.), *Feminist geography in practice : research and methods* (pp. 116-126). Oxford : Blackwell.
- Van Campenhoudt, L. (2001). *Introduction à l'analyse des phénomènes sociaux*. Paris : Dunod.

Maritza Felices-Luna est professeure agrégée au Département de criminologie de l'Université d'Ottawa. Née au Pérou, elle a fait ses études de criminologie et sociologie à l'Université de Montréal au Canada. Ses intérêts de recherche portent sur la violence politique, les conflits armés, la méthodologie qualitative et la criminologie comme discipline des sciences sociales.